



Personne Publique

Etat - Ministère des armées

Objet du marché

Forces Armées aux Antilles (FAA) (971-972)

Prestations d'Exploitation et Maintenance

Département de la Guadeloupe

LOT 05- EAU

AEP-INCENDIE - ASSAINISSEMENT - PLOMBERIE SANITAIRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Prescriptions Spécifiques

(C.C.T.P.)

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

<u>Cahier des Clauses Techniques Particulières</u> Maintenance préventive et corrective des réseaux de servitude en eaux potables, incendie, assainissement et la plomberie sanitaire des sites de la Guadeloupe au profit des FAA	AOO/CCTP Éd. : 1 Ind. : A
Direction d'Infrastructure de Défense de Fort-de-France	

GESTION DU DOCUMENT

Gestionnaire :

Edition	Indice	Date	Nature de la modification	Nom
1	A	26/09/2025	Création document initial	Mme Sapotille et M. Jean Baptiste

Ce document est la propriété de la DID de Fort-de-France, il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite.

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

Sommaire

I. INDICATIONS GENERALES.....	5
I.1. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	5
I.2. LISTE DES EQUIPEMENTS, MATERIELS ET INSTALLATIONS	6
I.3. ASTREINTE	7
I.4. MAINTENANCE PREVENTIVE	7
I.5. MISE EN SECURITE DE L'EQUIPEMENT.....	8
I.6. TEMPS MAXIMUM D'INDISPONIBILITE DU MATERIEL	8
II. SECTION TECHNIQUE 01 : AEP/INCENDIE.....	9
II.1. PERIMETRE DES INTERVENTIONS	9
II.2. OPERATIONS D'EXPLOITATION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE.....	9
Conduite et surveillance	9
Prestations à réaliser au titre de l'entretien	10
II.3. PROGRAMMATION	10
II.4. MAINTENANCE CORRECTIVE : DEPANNAGE.....	11
II.5. PRIX FORFAITAIRE ANNUEL DE MAINTENANCE	12
Prestations incluses	12
II.6. COMPTE RENDU.....	12
Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive.....	12
Compte rendu minimum d'intervention.....	12
III. SECTION TECHNIQUE 02 : ASSAINISSEMENT	12
III.1. LE PERIMETRE TECHNIQUE DES INTERVENTIONS A REALISER AU TITRE DU PRESENT DOMAINE EST CONSTITUE COMME SUIV :	12
III.2. REGLEMENTATION DE VOIRIE.....	15
III.3. ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE.....	15
III.4. SUIVI DU MARCHE	15
Réunion de coordination trimestrielle.....	15
Réunion de coordination annuelle.....	15
III.5. MAINTENANCE PREVENTIVE - OPERATIONS D'EXPLOITATION	16
Conduite et surveillance	16
III.6. PRESTATIONS A REALISER AU TITRE DES STATIONS D'EPURATION.....	16
Interventions - STEU	16
Auto surveillance - STEU	17
Stockage des refus de dégrillage et flottants - STEU.....	17
III.7. PRESTATIONS A REALISER AU TITRE DES VIDANGES DES FOSSES SEPTIQUES ET MICRO STATION	17
III.8. ANALYSES DE REJET	17
III.9. MAINTENANCE CORRECTIVE - DEPANNAGE.....	17
III.10. PRIX FORFAITAIRE ANNUEL DE MAINTENANCE	18
Prestations incluses	18
III.11. COMPTE RENDU A LA DID.....	19
Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive.....	19
Compte rendu minimum par intervention.....	19
Compte rendu périodique.....	20
III.12. DECHETS	20
IV. TECHNIQUE 03 : PLOMBERIE SANITAIRE.....	21
IV.1. LIMITE DE PRESTATION.....	21
IV.2. PERIMETRE DES PRESTATIONS ASSOCIES A CHAQUE EQUIPEMENT	21
IV.3. MAINTENANCE PREVENTIVE- OPERATION D'EXPLOITATION.....	22
La surveillance des installations.....	22
Contrôles réglementaires - Légionellose.....	22
Conduite et surveillance	22
Prestations à réaliser au titre de la conduite et la surveillance.....	23
Prestations à réaliser au titre de l'entretien	23

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

Prestations à réaliser au titre de la conduite des installations.....	24
IV.4. MAINTENANCE CORRECTIVE : DEPANNAGE	24
IV.5. PRIX FORFAITAIRE ANNUEL DE MAINTENANCE	25
IV.6. COMPTE RENDU A LA DID	25
Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive.....	25
Compte rendu minimum d'intervention	26

ANNEXES :

- CCTP-LOT1-Annexe 1- Inventaires tous ST
- CCTP-ST1- Annexe 2 – Gamme AEP
- CCTP-ST2- Annexe 2 – Gamme Assainissement
- CCTP-ST1- Annexe 2 – Gamme Plomberie sanitaire

I. INDICATIONS GENERALES

Les prestations portent sur le **Maintien en Condition des installations techniques des réseaux de servitude AEP (Adduction Eau Potable), le Maintien en Condition des équipements d'assainissement tels que les réseaux de servitude eaux pluviales, eaux usées et les micro stations d'épuration et le Maintien en Condition des réseaux de plomberie sanitaire (PSA) des bâtiments** à réaliser sur l'emprise militaire des Forces Armées aux Antilles (FAA) en Guadeloupe (971), avec obligation de résultats.

Le présent lot est découpé en quatre sections techniques :

LOT 05	DOMAINE EAU	1	AEP / INCENDIE
		2	ASSAINISSEMENT
		3	PLOMBERIE SANITAIRE

Les prestations « Exploitation - Maintenance préventive et corrective » seront exécutées uniquement sur le périmètre « DEFENSE » identifié dans l'annexe 02- Plan masse Guadeloupe du CCTP-DG.

Les bâtiments sont recensés à l'annexe « DG- Annexe 01-liste et criticité des bâtiments » onglet Dugommier et Dugazon.

I.1. Nature et étendue des prestations

Le prestataire assurera sous sa responsabilité, pour les équipements et ouvrages définis dans les chapitres du CCTP et de ses annexes, les prestations suivantes :

L'assistance au responsable de la DID

- La gestion technique des réseaux et installations, le classement, le suivi et la mise à jour de la documentation technique.
- La tenue à jour d'indicateurs, la réalisation de bilans périodiques,
- L'accompagnement aux contrôles réglementaires (si elle est demandée dans les chapitres suivants du présent CCTP).

Les actions d'exploitation et de maintenance préventive comprenant en particulier (en fonction des demandes exprimées dans chaque chapitre du CCTP) :

- Les opérations de conduite et de surveillance des équipements,
- La maintenance préventive systématique
- Les essais, réglages et manœuvre de vérification courante et réglementaire de bon fonctionnement.
- Les interventions de maintenance corrective (en fonction des demandes exprimées dans chaque chapitre du CCTP) durant les heures ouvrées et en période d'astreinte pour :
 - Urgence et mises en œuvre de toutes mesures conservatoires,
 - Dépannage et réparation suite à des défaillances de fonctionnement.
 - Les recherches de fuites, ouvertures de voirie, et fermetures de voiries avec finition.

Seront également à la charge du prestataire :

- La gestion et l'organisation de la maintenance, la coordination, le suivi, la gestion du personnel, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents et de ses sous-traitants éventuels,
- La mise en place d'un service d'astreinte,
- L'établissement des rapports et des comptes rendus d'intervention ainsi que la tenue des documents réglementaires et contractuels,
- Relevé des consommations d'eau potable selon besoin,
- La propreté et l'hygiène des locaux techniques mis à sa disposition, tout nettoyage rendu nécessaire après intervention, l'évacuation des déchets liés à ces prestations dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,

- Les fournitures et les consommables nécessaires à l'entretien courant, la fourniture et la pose de toute pièce détachée dont il a la charge ainsi que leur approvisionnement à pied d'œuvre et l'évacuation des pièces défectueuses.
- D'une façon générale, seront comprises toutes les sujétions de main-d'œuvre, de déplacement et de fonctionnement nécessaires aux prestations de maintenance préventive ou corrective.

Le prestataire inscrit ses actions de maintenance dans le respect :

- Des plannings,
- Des caractéristiques des équipements,
- Des recommandations et spécifications des fabricants,
- Des règles de l'art, et contenu de la dernière réglementation en vigueur le jour de l'intervention,
- Des consignes particulières données par la personne responsable du marché et/ou le maître de l'ouvrage.

Le prestataire procède à toutes les réparations ou réfections que celles-ci proviennent :

- De la qualité des produits ou des matériaux employés par lui,
- Des conditions d'exécution des travaux ou prestations antérieures à la prise d'effet de son contrat,
- De dégradations délibérées des équipements et installations occasionnées par du personnel de sa société ou sous-traitants éventuels.

La maintenance préventive est destinée à maintenir les équipements dans de bonnes conditions de fonctionnement en toute sécurité.

Les travaux préventifs consistent en des remplacements d'éléments à échéances régulières.

Les interventions correctives correspondent au dépannage et à la remise en état des équipements à la suite d'un compte rendu de visite ou d'une défaillance constatée dans le fonctionnement d'un équipement.

Les visites de maintenances préventives ne seront pas effectuées en même temps que des interventions de maintenances correctives.

Notas : Les installations sont constituées d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants et de canalisations de toutes natures. Le titulaire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations.

La personne réalisant les prestations de toute nature veillera à maintenir l'équipement ou l'ouvrage ainsi que ses alentours dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention. En cas d'altération excessive de la propreté des abords du lieu d'intervention par le prestataire, celui-ci devra, à ses frais, nettoyer la partie en question.

Le prestataire assure :

- Le nettoyage de tous les locaux techniques qui sont mis à sa disposition,
- L'évacuation, hors du site, des déchets dus à leur exploitation, dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,

I.2. Liste des équipements, matériels et installations

La liste des installations à prendre en compte est établie sur l'annexe 1.

Concernant l'évolution de ces installations veuillez-vous référer à l'article « X.1 Fluctuation des inventaires ».

Les renseignements fournis en annexe, ne sont donnés qu'à titre indicatif. A l'occasion de la période de prise en charge des installations, l'entreprise devra compléter les renseignements techniques de l'inventaire de chaque équipement et ainsi que les accessoires asservis à l'appareil ; il transmettra ensuite au représentant de la personne publique cette mise à jour sur support informatique.

I.3. Astreinte

Les ressources de toute natures affectés au service d'astreinte devront permettre au Titulaire d'atteindre les obligations de résultat spécifiées dans les chapitres concernés.

Le Titulaire assurera un service d'astreinte pour intervenir sur tous les sites :

- De 17h00 à 6h30, le lendemain, le lundi et mardi,
- De 13h00 à 06h30, le lendemain, le mercredi, jeudi et vendredi au lundi 06h30 pour le week-end,
- Les jours fériés sont à prendre en compte pour le régime d'astreinte. Le personnel d'astreinte du titulaire dépêché sur site devra disposer des qualifications, des habilitations, de l'outillage et des moyens en adéquation avec l'objet de l'intervention.

Le représentant de la DID devra pouvoir joindre à tout moment le service d'astreinte du Titulaire.

Le technicien d'astreinte devra rédiger un compte-rendu après son intervention. Ce compte-rendu sera validé et signé par le Titulaire et remis le lendemain matin aux responsables du suivi du contrat de la DID.

Cette astreinte est financée au titre de la maintenance annuelle forfaitaire.

I.4. Maintenance préventive

Généralités - Rappel

La maintenance préventive est effectuée selon les fréquences d'intervention identifiée dans la gamme de maintenance se référencer à l'annexe 2 du présent CCTP.

Les opérations et les périodicités de maintenance décrites sont à considérer comme un programme de maintenance préventif **minimum et contractuel**. Ce programme ne serait en aucun cas être considéré comme exhaustif et/ou limitatif. Le titulaire réalisera l'ensemble des opérations de maintenance nécessaires à la parfaite conservation des installations dont il a la charge.

Le titulaire pourra proposer à la DID de Fort de France des actions préventives complémentaires qu'il juge nécessaire. Le prestataire conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance. Il doit mettre en œuvre les opérations de maintenance préventive de manière à respecter ses obligations de résultats, limiter les interventions de maintenance et se conformer à la réglementation en vigueur.

Il lui appartient :

- D'adapter ces gammes aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières...) pour garantir les objectifs de résultats,
- D'améliorer ces gammes au cours de l'exploitation du site en tenant compte de l'expérience acquise,
- De compléter les gammes par les données des constructeurs,
- De compléter les gammes par rapport aux nouvelles installations qu'il aurait recensé,
- De mettre à disposition du responsable de la DID, pour validation, les gammes ainsi modifiées, en explicitant les évolutions par rapport aux gammes types.

Le prestataire peut s'appuyer sur les notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisée par le constructeur.

Maintenance préventive systématique

Objectifs - Rappel :

La maintenance préventive systématique permet :

- D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant,
- De diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement,

- D'accroître la sécurité des biens et des personnes,
- D'effectuer dans des conditions idéales des tâches préparées à l'avance et donc de gagner du temps.

I.5. Mise en sécurité de l'équipement

La société devra respecter la durée d'indisponibilité des bâtiments définie dans « DG- Annexe 01-liste et criticité des bâtiments » et les délais identifiés dans le paragraphe VII ci-dessous.

Si une réparation immédiate de l'installation n'est pas possible, le titulaire prend les dispositions pour sécuriser l'installation et garantir un minimum de sécurité en désactivant seulement les composants défaillants. Il valide avec la personne publique les dispositions nécessaires pour pallier à la défaillance.

L'heure de réception de la demande d'intervention est le point de départ de tous les délais concernant les interventions correctives.

I.6. Temps maximum d'indisponibilité du matériel

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des installations.

La durée d'indisponibilité de tout ou partie de l'installation, s'entend à partir de l'heure d'appel téléphonique (ou du mail) provenant du service de la DID vers le centre d'appel de dépannage y compris le trajet et le temps d'intervention d'un technicien sur site.

Le titulaire doit se conformer aux délais indiqués dans le tableau suivant :

Criticité	Intervention	Réparation	Astreinte	Indisponibilité de tout ou partie de l'installation,
PO (Vital)	Sous un délai maximal de 4 heures	Sous un délai de 4 heures	7 jours/7 jours 24 heures/24 heures 365 jours / an	24 heures
P1 - important	24 h	24h	7 jours/7 jours 24 heures/24 heures 365 jours / an	48 heures
P2 normal	Intervention et réparation sous un délai d'une semaine (délai global)		7 jours/7 jours 24 heures/24 heures 365 jours / an	15 jours
P3 Equipement non opérationnel	le délai d'intervention se fera selon l'état d'urgence après analyse faite par la DID, un mail ou un ordre service sera envoyé à la société avec les délais de début et de fin d'exécution			

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle va dépasser les heures, il en informe

par téléphone puis confirme par écrit obligatoirement le représentant de la Direction d'Infrastructure de la Défense et définit avec lui, si nécessaire, les moyens à mettre en œuvre pendant cette carence.

Si la clause d'indisponibilité n'était pas respectée et qu'aucune explication justifiée n'avait été donnée au responsable de la DID, le titulaire se verrait appliquer des pénalités conformément au CCAP.

II. SECTION TECHNIQUE 01 : AEP/INCENDIE

II.1. Périmètre des interventions

Périmètre des interventions :

Le titulaire a la responsabilité des réseaux d'adduction d'eau potable sur le périmètre DEFENSE (se référencer au DG-Annexe 02 bis-Plan masse Guadeloupe), jusqu'à la vanne principale d'arrêt des bâtiments (intérieure ou extérieure) du bâtiment. Les réseaux intérieurs après la vanne principal d'arrêt des bâtiments sont pris en charge par la section technique PSA.

Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine est constitué comme suit :

- Réseaux extérieurs d'adduction d'eau potable :
 - Canalisations,
 - Vannes d'isolement,
 - Vannes de coupures,
 - Vannes d'arrêt des bâtiments,
 - Disconnecteurs tous les diamètres confondus, clapets anti-retours,
 - Surpresseurs,
 - Compteurs,
 - Réseaux incendie :
 - Poteaux incendie,
 - Bouches d'incendie,
 - RIA,
 - Surpresseurs incendie,

II.2. Opérations d'exploitation de la maintenance préventive

Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements qui seront en état de bon fonctionnement pour assurer la continuité de distribution de l'adduction d'eau potable.

Les visites d'inspection permettent de prendre en compte "de visu" les défauts de fonctionnement ou d'aspect des équipements dont la maintenance est du ressort du prestataire.

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,
- La réponse aux demandes de la DID,
- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le contrôle régulier du fonctionnement normal des installations,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Analyse annuelle de potabilité D1 sur 4 points de prélèvement (sera identifiée lors de la première réunion),

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

- Le relevé des comptages,
- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges et les vidanges des bras mort,
- La prise en charge des opérations de première urgence type fuite,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance et travaux,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses,
- Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques P0,
- Les mesures de pression en différents points du réseau,
- La mise en sécurité de l'équipement défaillant ;
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par écrit (mail, courrier, etc...), au responsable de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

Prestations à réaliser au titre de l'entretien

Le titulaire du marché devra :

- Le relevé annuel des compteurs,
- La protection des installations contre les effets atmosphériques,
- La tenue d'un carnet sanitaire mentionnant l'ensemble des prestations et analyses de type D1 et D2.

II.3. Programmation

Un calendrier annuel sera établi par le prestataire:

- La nature de l'intervention,
- L'heure, le jour de la visite ou de la prestation,
- Sa durée prévisible,
- Les locaux et/ou les équipements concernés,
- Les contraintes éventuelles (immobilisation des équipements),
- Le personnel intervenant

Les dates d'arrêt pour la maintenance préventive sont validées par ordre de services par le correspondant SID après validation par l'organisme considéré. Le titulaire aura **l'obligation** de confirmer son intervention 15 jours avant la date de celle-ci sous peine de pénalité identifiée dans le CCAP. Il procède systématiquement à l'envoi d'un avis de passage.

Si l'une des deux parties désire déplacer une période de maintenance, elle en informe l'autre au moins 15 jours avant la date prévue.

En cas de modification du calendrier, le prestataire devra justifier de sa modification au responsable de la cellule contrat.

Dans le cas d'une modification inopinée imputable à l'administration, le titulaire devra replanifier sa maintenance courant le mois. Cette prestation est inscrite au BPU.

Toutefois et en aucun cas, un dépannage ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée dans le cadre du programme de maintenance préventive. Les interventions de dépannages ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

II.4. Maintenance corrective : dépannage

Compris dans le Prix forfaitaire annuel, le titulaire devra assurer jusqu'à dix (10) interventions de dépannage pendant les heures ouvrées par an.

Au-delà des dix (10) interventions incluses, les dépannages supplémentaires feront l'objet d'une facturation complémentaire selon le bordereau de prix unitaire (BPU) du marché.

Ces interventions visent à garantir la mise en sécurité de l'installation et à rétablir un fonctionnement minimal du système, **sans remplacement de pièces**.

La présente clause inclut :

- Le coût de la main-d'œuvre dans la limite de 8h,
- Le déplacement sur site,
- La mise en sécurité de l'équipement ou du local technique ;
- La recherche de chutes de pression,
- La recherche d'anomalies de fonctionnement,
- Diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;
- La recherche visuelle de fuite ;
- La recherche de la perte de puissance,
- le rapport d'intervention,
- Les petites réparations sans remplacement de pièce (nettoyage de filtres, manipulation, graissage, réglage de vannes, ...)
- Les petites fournitures ou produits nécessaires à la remise en état mineure (huile, dégrissant, chiffons...)

liste non exhaustive

Ne sont pas comprises dans la présente prestation :

- Les réparations nécessitant le remplacement de pièces défectueuses identifiées lors de la maintenance préventive,
- Les interventions nécessitant des travaux de modification structurelle ou des réparations lourdes,

Pour toute réparation nécessitant le remplacement d'une pièce ou de l'équipement, le titulaire devra fournir un devis au personnel de l'antenne selon la notion de réactivité défini dans le « DG- XVII.1. fourniture devis ».

Ce devis sera détaillé et comprendra à minima :

- la référence de la panne ;
- le coût de la pièce ;
- le coût de la main d'œuvre ;
- le déplacement ;
- les moyens de levage ou d'accès (si nécessaire) .

Une commande spécifique sera faite par le responsable de l'antenne de la DID pour l'achat de la prestation.

Les travaux feront l'objet d'un rapport écrit et l'inscription sur le registre d'exploitation.

Tout dépassement de délai sera soumis à pénalités.

II.5. Prix forfaitaire annuel de maintenance

Prestations incluses

Les prix par installation comprennent l'ensemble des interventions de maintenance pour une année :

- les frais à la charge du titulaire,
- Les frais de déplacements et de transport de son personnel sur les lieux d'intervention,
- Les frais de main d'œuvre de toutes les interventions,
- Les frais des moyens de levage ou d'accès (type : nacelle), pour effectuer la maintenance,
- La maintenance préventive annuelle défini dans la gamme de maintenance,
- Les dépannages à hauteur de 10 passages,
- La production de tous les rapports semestriels et annuels en formats papier et dématérialisé, l'état des lieux actualisé et le récapitulatif annuel des coûts de maintenance préventive et corrective ;
- L'astreinte,

Ces prix sont réputés établis après visite sur site de toutes les installations concernées par le présent contrat.

II.6. Compte rendu

Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée au titre des postes « Exploitation - Maintenance préventive » se fera annuellement à l'issue des rapports de maintenance.

Compte rendu minimum d'intervention

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu ;
- La transmission de la fiche d'intervention dans un délai de 48 heures.

III. SECTION TECHNIQUE 02 : ASSAINISSEMENT

III.1. Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine est constitué comme suit :

- L'ensemble des réseaux d'assainissement : branchements, regards de branchement, culottes de branchement, canalisations, regards à grille, regards de visite, collecteurs des eaux usées et eaux pluviales.
- Les stations de relevage d'eaux usées,
- Les stations d'épuration, de stockage et de traitement (compris chambre de réception et réservoirs de stockage),
- Les fosses septiques,
- Les analyses de rejet des eaux usées et eaux pluviales ;
- Le contrôle technique des micro station tous les 2 ans par un bureau contrôle agréer ;

- Le contrôle des armoires électriques relatives aux matériels techniques par une société agréée au moins une fois par an pour la vérification des installations électriques conformément à l'article R-4226-16 du code du travail.

Stations d'épuration :

- Interventions mensuel sur les stations d'épuration
- Auto surveillance
- Stockage des refus de dégrillage et boues
- Transport et élimination des déchets

Le prestataire :

- Sera responsable de la qualité des rejets, laquelle doit répondre aux normes et règlements en vigueur,
- Devra assurer dans le cadre du forfait, la fourniture des produits ou matériels nécessaires aux exigences épuratoires portant sur le respect des concentrations et rendements minimaux des paramètres suivants : DBO5 ; DCO ; DBS

Le Prestataire devra se conformer à l'Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (NOR : DEVL1429608A) (JO, 19 août 2015).

Sont exclus du présent marché :

Les fournitures des fluides, d'énergie et de combustibles nécessaires à la bonne marche des installations.

Le prestataire assurera sous sa responsabilité, pour les équipements et ouvrages définis dans les chapitres du CCTP et de ses annexes, les prestations suivantes :

· L'assistance au responsable de la DID :

- La gestion technique des réseaux et installations, le classement, le suivi et la mise à jour de la documentation technique.
- La tenue à jour d'indicateurs, la réalisation de bilan périodique,
- L'accompagnement aux contrôles réglementaires.

Les actions d'exploitation et de maintenance préventive comprenant en particulier (en fonction des demandes exprimées dans chaque chapitre du CCTP) :

- Les opérations de conduite et de surveillance des équipements,
- La maintenance préventive systématique et conditionnelle,
- Les essais, réglages et manœuvre de vérification courante et réglementaire de bon fonctionnement.

· Les interventions de maintenance corrective (en fonction des demandes exprimées dans chaque chapitre du CCTP) durant les heures ouvrées et en période d'astreinte pour :

- Urgence et mises en œuvre de toutes mesures conservatoires,
- Dépannage et réparation suite à des défaillances de fonctionnement.
- Les recherches de fuites, ouvertures de voirie, et fermetures de voiries avec finition.

Seront également à la charge du prestataire :

- La gestion et l'organisation de la maintenance, la coordination, le suivi, la gestion du personnel, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents et de ses sous-traitants éventuels,
- La mise en place d'un service d'astreinte,
- L'établissement des rapports et des comptes rendus d'intervention ainsi que la tenue des documents réglementaires et contractuels,
- La propreté et l'hygiène des locaux techniques mis à sa disposition, tout nettoyage rendu nécessaire après intervention, l'évacuation et l'élimination des déchets liés à ces prestations dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,
- L'entretien des abords des micro stations d'épuration,

- Les fournitures et les consommables nécessaires à l'entretien courant, la fourniture et la pose de toute pièce détachée dont il a la charge ainsi que leur approvisionnement à pied d'œuvre et l'évacuation des pièces défectueuses,
- D'une façon générale, seront comprises toutes les sujétions de main-d'œuvre, de déplacement et de fonctionnement nécessaires aux prestations de maintenance préventive ou corrective,
- Nettoyage et le pompage des postes de relevage,
- Nettoyage et le pompage des micros stations.

Le prestataire inscrit ses actions de maintenance dans le respect :

- Des plannings,
- Des caractéristiques des équipements et de leur mode d'utilisation,
- Des recommandations et spécifications des fabricants,
- Des règles de l'art et la réglementation en vigueur le jour de l'intervention,
- Des consignes particulières données par la personne responsable du marché et/ou le maître de l'ouvrage.

Le prestataire procède à toutes les réparations ou réfections que celles-ci proviennent :

- De la qualité des produits ou des matériaux employés par lui,
- Des conditions d'exécution des travaux ou prestations antérieures à la prise d'effet de son contrat,
- De dégradations délibérées des équipements et installations occasionnées par du personnel de sa société ou sous-traitants éventuels.

La maintenance préventive est destinée à maintenir les équipements dans de bonnes conditions de fonctionnement en toute sécurité.

Les travaux préventifs consistent en des remplacements d'éléments à échéances régulières.

Les interventions correctives correspondent au dépannage et à la remise en état des équipements à la suite d'un compte rendu de visite ou d'une défaillance constatée dans le fonctionnement d'un équipement. Chaque demande de dépannage fera l'objet d'une demande orale (par téléphone) confirmée par écrit (mail ou fax) par la DID.

Le présent marché impose au « Prestataire » des obligations de résultat. En conséquence tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au « Prestataire » pour satisfaire à ses obligations.

Le « Prestataire » met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles pour l'accomplissement de leurs missions.

Le « Prestataire » apporte toute solution aux défaillances constatées dans les meilleurs délais et selon les obligations contractuelles de réactivité visées dans les clauses décrites ci-après du contrat. Il devra respecter les délais d'intervention qui ne sont pas contraints aux accès au site.

Le « Prestataire » devra garantir la continuité des activités de la Personne Publique. A cette fin, il prendra en charge ces activités de façon à garantir les meilleures conditions :

- de sécurité,
- de disponibilité,
- d'hygiène,
- de confort, et service aux usagers,

Notas : Les installations sont constituées d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants et de canalisations de toutes natures. Le Prestataire est réputé posséder les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc pas opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des installations pour se soustraire à ses obligations. La personne réalisant les prestations de toute nature veillera à maintenir l'équipement ou l'ouvrage ainsi que ses alentours dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention. En cas d'altération excessive de la

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

propreté des abords du lieu d'intervention par le prestataire, celui-ci devra, à ses frais, nettoyer la partie en question.

Le prestataire assure :

- Le nettoyage de tous les locaux techniques qui sont mis à sa disposition,
- L'évacuation, hors du site, des déchets dus à leur exploitation, dans le respect de la réglementation concernant l'environnement,

III.2. Réglementation de voirie

Le Prestataire devra la mise en place de la signalisation des prestations de maintenance conformément à la réglementation en vigueur en vue d'assurer la sécurité du chantier et fournir les panneaux destinés à la signalisation d'approche et à la signalisation de position.

Si l'intervention sur les voies de circulation a pour conséquence de modifier la circulation automobile, il devra demander à la DID de procéder à la création d'un arrêté de circulation lui permettant d'entreprendre les travaux.

Par ailleurs, les véhicules devront être équipés de dispositifs de signalisation réglementaires en parfait état de fonctionnement. A défaut de satisfaire à cette obligation, tout véhicule sera renvoyé vers l'entreprise et son déplacement ne pourra être facturé au maître d'ouvrage.

III.3. Assistance au Maître d'Ouvrage

Le titulaire s'exécutera auprès du Pilote Processus Eau et (où) le bureau de contrôle pour l'assistance des équipements nécessitant un contrôle périodique obligatoire.

L'accompagnement des opérations réglementaires (visite périodique, ...) sont incluses dans le forfait.

Le planning sera fourni par la DID avec un préavis de 1 mois.

III.4. Suivi du marché

Réunion de coordination trimestrielle

En complément de l'article de référence, une annexe à chaque rapport sera fournie par le « Prestataire » présentant les comptes rendus des différentes analyses pratiquées (rejet eau, ...) et tous rapports d'état (fiches de contrôle, suivi des traitements des déchets ...).

Réunion de coordination annuelle

En complément de l'article de référence, le « Prestataire » remettra un bilan annuel à la Personne Publique, à la date de renouvellement du contrat, comprenant à minima :

- Un état des rejets et des déchets
- Une analyse des différentes interventions afin d'optimiser le fonctionnement du contrat pour l'année suivante
- Une mise à jour du planning de maintenance préventive
- Une mise à jour des gammes de maintenance si nécessaire
- L'inventaire technique mis à jour
- L'état du stock permettant de répondre aux obligations de résultats au titre du forfait

III.5. Maintenance préventive - Opérations d'exploitation

Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements devant être en fonctionnement pour assurer la continuité des process.

Les visites d'inspection permettent de prendre en compte "de visu" les alarmes ou défauts de fonctionnement ou d'aspect des équipements dont la maintenance est du ressort du prestataire.

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,
- La réponse aux demandes de la DID,
- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le contrôle régulier du fonctionnement normal des installations,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Le relevé des déchets évacués,
- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- La prise en charge des opérations de première urgence,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses,
- Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques,
- La fourniture et la mise en œuvre des produits de traitements,
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par téléphone puis une confirmation par mail, au responsable à l'antenne de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

III.6. Prestations à réaliser au titre des stations d'épuration

Le Prestataire du marché :

- Devra respecter aux réglementations en vigueur à la notification du présent contrat
- Sera responsable de la qualité des rejets des eaux traitées, lesquelles doivent conformes aux textes en vigueur
- Devra assurer à ses frais la fourniture des produits ou matériels nécessaires au traitement des eaux usées

Interventions - STEU

Le titulaire interviendra, à raison d'un passage par mois pour :

- L'entretien général des ouvrages (pompes de relevage, vannes, fosses septiques, débourbeurs, tableaux commandes, ...etc),
- Le dégrillage manuel,
- Les relevés des compteurs de fonctionnement des équipements si existant,
- Le réglage des appareils (aération, recirculation, prétraitement),
- Les tests in situ pour vérifier le bon fonctionnement du traitement biologique (test NH₄, NO₃, décantation, disque de Secchi, prélèvement pour peser et détermination du taux de MVS dans le bassin),

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

- L'extraction des boues en excès,
- L'encadrement des éventuels intervenants extérieurs.

Auto surveillance - STEU

Réalisation d'une campagne de surveillance par an, avec :

- Étalonnage des appareils de mesure,
- Installation des préleveurs échantillonneurs accomplis sur l'effluent entrant et sur le rejet.
- Réalisation des analyses en laboratoire accrédité COFRAC.
- Mesures des concentrations : pH ; MES ; DBO 5 ; DCO ; NTK ; NH₄⁺ ; NO₂⁻ ; NO₃⁺ ; Pt

A l'issue d'une campagne de surveillance, le Prestataire fournira un bilan d'activité, contenant notamment une analyse de la conformité des installations, les faits marquants sur la période, etc...

Au terme du présent contrat, le Prestataire remettra un rapport d'exploitation, reprenant les bilans d'activité, les pistes d'amélioration, etc...

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, le titulaire devra mettre en place et assurer la tenue ainsi que la mise à jour d'un cahier de vie, compartimenté en trois sections :

- Section description, exploitation, et gestion du système d'assainissement,
- Section organisation de la surveillance du système d'assainissement,
- Section suivi du système d'assainissement.

Et

- Bilan de fonctionnement du système d'assainissement.

Stockage des refus de dégrillage et flottants - STEU

Les refus de dégrillage pourront être stockés dans des sacs plastiques étanches et traités par la filière de traitement des déchets du titulaire.

Les déchets en aucun cas ne seront stockés sur le site.

Ces prestations sont dues au titre du forfait.

III.7. Prestations à réaliser au titre des vidanges des fosses septiques et micro station

Dans le cadre du forfait annuel, il sera pris en compte l'évacuation :

- De 75% de la vidange par fosses septiques la première année du contrat.
- De 100% de la vidange par micro Step la première année du contrat

III.8. Analyses de rejet

Des analyses sur les rejets des stations de traitement des eaux usées seront réalisées au titre de la maintenance.

Les paramètres des eaux usées pour les STEU : DCO, DBO₅, MES, Pt, NH₄, NO₃, NO₂, pH, température, alcalinité

III.9. Maintenance corrective - dépannage

Compris dans le Prix forfaitaire annuel, le titulaire devra assurer jusqu'à dix (10) interventions de dépannage pendant les heures ouvrées par an.

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

Au-delà des dix (10) interventions incluses, les dépannages supplémentaires feront l'objet d'une facturation complémentaire selon le bordereau de prix unitaire (BPU) du marché.

Ces interventions visent à garantir la mise en sécurité de l'installation et à rétablir un fonctionnement minimal du système, **sans remplacement de pièces**.

La présente clause inclut :

- Le coût de la main-d'œuvre dans la limite de 7h,
- Le déplacement sur site,
- La mise en sécurité de l'équipement ou du local technique ;
- Le diagnostic de la panne,
- La recherche de chutes de pression,
- la recherche d'anomalies de fonctionnement,
- le rapport d'intervention,
- Les petites réparations sans remplacement de pièce (nettoyage de filtres, manipulation, graissage, réglage de vannes, ...)
- Les petites fournitures ou produits nécessaires à la remise en état mineure (huile, dégrissant, chiffons...)

liste non exhaustive

Ne sont pas comprises dans la présente prestation :

- Les réparations nécessitant le remplacement de pièces défectueuses identifiées lors de la maintenance préventive,
- Les interventions nécessitant des travaux de modification structurelle ou des réparations lourdes,

Pour toute réparation nécessitant le remplacement d'une pièce ou de l'équipement, le titulaire devra fournir un devis au personnel de l'antenne selon la notion de réactivité défini dans le « DG- XVII.1. fourniture devis ».

Ce devis sera détaillé et comprendra à minima :

- la référence de la panne ;
- le coût de la pièce ;
- le coût de la main d'œuvre ;
- le déplacement ;
- les moyens de levage ou d'accès (si nécessaire) .

Une commande spécifique sera faite par le responsable de l'antenne de la DID pour l'achat de la prestation.

Les travaux feront l'objet d'un rapport écrit et l'inscription sur le registre d'exploitation.

Tout dépassement de délai sera soumis à pénalités.

III.10. Prix forfaitaire annuel de maintenance

Prestations incluses

Les prix par installation comprennent l'ensemble des interventions de maintenance pour une année :

- les frais à la charge du titulaire,

- Les frais de déplacements et de transport de son personnel sur les lieux d'intervention,
- Les frais de main d'œuvre de toutes les interventions,
- Les frais des moyens de levage ou d'accès (type : camion équipé d'un palan), pour effectuer la maintenance,
- La maintenance préventive annuelle défini dans la gamme de maintenance,
- Les dépannages à hauteur de 10 passages,
- La production de tous les rapports semestriels et annuels en formats papier et dématérialisé, l'état des lieux actualisé et le récapitulatif annuel des coûts de maintenance préventive et corrective ;
- La mise en place d'étiquette mentionnant le nom de l'entreprise, la date du dernier contrôle sur l'amoire de commande ;
- L'astreinte,

Ces prix sont réputés établis après visite sur site de toutes les installations concernées par le présent contrat.

III.11. Compte rendu à la DID

Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera mensuellement. Le titulaire aura l'obligation de fournir 1 semaine avant la fin du mois un état d'avancement détaillé des équipements qu'il aura maintenu durant ce mois.

Celui-ci précisera :

- La nature de l'intervention,
- La date d'intervention ;
- Le lieux d'intervention par (site, bâtiment et locaux),
- Le nombre d'équipements réalisés par bâtiment,
- L'état de fonctionnement de l'équipement.

Compte rendu minimum par intervention

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu (dans le cas ce registre serait inexistant, la société aura l'obligation de le fournir) ;
- Un rapport avec fiche de synthèse ou sont consignées les informations suivantes :
 - Numéro de Demande d'Intervention,
 - Le nom de la personne représentante du service (le cas échéant)
 - Le nom de l'intervenant,
 - Equipement concerné (marque, type, numéro de série) ou numéro GMAO,
 - Effet de la défaillance, mode de défaillance, cause(s) de la défaillance (AMDE),
 - Dates et heures de début et fin d'intervention, durée des travaux et temps d'arrêt machines,
 - Les anomalies constatées, les causes identifiées et les travaux effectués,
 - La liste des pièces remplacées (marques, références, prix unitaires),
 - Coût horaire de la Main d'œuvre par niveau de qualification
 - Descriptif des travaux effectués (mode opératoire, déroulement, ...)
 - Les consommables utilisés,
 - Les outils particuliers (échelle, clé > au Ø 30 mm, ...),
 - Le détail des corrections techniques à apporter,
 - L'heure de remise en service et le temps total d'arrêt,
 - La situation finale de l'équipement (réparation terminée ou non, équipement arrêté...)

Ce document est la propriété de la DID de Fort de France ; il ne peut être communiqué ou reproduit sans son autorisation écrite

La transmission de la fiche d'intervention sera transmise dans un délai de 48 heures.

Il sera accompagné si nécessaire d'un devis pour réparation.

Nota :

Dans le cas d'une urgence type fuite, le titulaire a l'obligation d'informer le responsable de la DID par téléphone pendant les heures ouvrées ou au cadre d'astreinte de la DID en dehors des heures ouvrées.

Compte rendu périodique

Une fois par an, à l'issue de la maintenance préventive, le Prestataire remettra au Représentant de la DID :

- L'inventaire à jour des matériels en place,
- La liste des informations saisies dans le carnet d'entretien,
- La date, la durée et la nature des interventions,
- Le nombre de pannes, d'interventions,
- Le nombre de dégagement de personnes bloquées en cabines,
- La liste des appareils ayant dépassé 5 pannes par an (hors vandalisme),
- La durée, et le taux moyen d'indisponibilité,
- Le temps moyen entre deux interventions,
- Les informations générales relatives à la sécurité et aux dégradations éventuelles,
- Les propositions d'améliorations,
- Le coût annuel de maintenance du parc,
- L'état des installations au regard de la réglementation,
- Une synthèse consolidée des observations constatées sur le parc des appareils,

III.12. Déchets

En complément de l'article de référence de la disposition générale du CCTP, le Prestataire devra respecter la réglementation en vigueur concernant :

- Toutes les matières issues de curage ou de pompage devront être immédiatement évacuées et éliminées conformément à la Législation et à la Réglementation en vigueur.
- **Les bons de destruction de ces matières, initialisé par le Prestataire et dûment renseigné, sera remis au représentant de la personne publique avec la facture afférente aux opérations de curage ou de pompage dont sont issues lesdites matières.**
- **Les bons de destruction de ces matières, initialisé par le Prestataire et dûment renseigné, sera remis au représentant de la personne publique avec la facture afférente aux opérations de curage ou de pompage dont sont issues lesdites matières.**

Après exécution des travaux, les réseaux et ouvrages ne devront plus comporter de dépôt.

Aucun stockage, même provisoire de matières issues de curage ou de pompage et de déchets ne pourra être effectué sur le domaine public.

IV. TECHNIQUE 03 : PLOMBERIE SANITAIRE

IV.1. Limite de prestation

Le titulaire a la responsabilité des réseaux et équipements de plomberie sanitaire :

- Pour l'adduction :
 - Tous bâtiments hors les bâtiments logement cadres : Depuis les vannes d'isolement (comprise) de chaque bâtiment jusqu'au point de puisage
 - Tous bâtiments hors bâtiments logement cadres: Depuis les capteurs solaires de bâtiments équipés jusqu'aux vannes d'isolement y compris le ballon d'ECS.
- Pour l'assainissement, de l'ensemble des points de collecte :
 - Jusqu'aux dispositifs d'épandage (non compris) en cas d'assainissement individuel ;
 - Jusqu'au déversement dans le réseau d'assainissement en cas de réseau collectif

IV.2. Périmètre des prestations associés à chaque équipement

Le périmètre technique des interventions à réaliser au titre du présent domaine technique, les bâtiments tertiaire y compris les parties communes des **logements domaniaux**.

Est constitué comme suit :

Installation sanitaire :

- Ensemble des réseaux comprenant tuyauteries, limiteurs de pression, filtres, clapets anti-retour, anti-bélier, vannes y compris celle au pied du bâtiment
- Compteurs des bâtiments, si existant, ou sur système de production ECS solaire, y compris sondes de régulation,
- Equipements sanitaires (lavabos, cuvettes, vasques, douches, baignoires, robinets, mitigeurs, siphon, ...)
- Equipements industriels (points de puisage, équipements de cuisine...)

ECS y compris les systèmes de production d'eau chaude solaire, comprenant :

- Capteurs solaires, y compris purgeur,
- Automate,
- Régulateurs solaires,
- Pompes de charge,
- Echangeur de chaleur,
- Mitigeurs thermostatiques,
- Ballons solaires,
- Circulations d'eau chaude,
- Dispositifs de maintien en température,
- Compteurs calorifiques,
- Chauffe-eaux électriques, seuls ou associé à une production solaire, si non localisé dans un logement domanial,
- Calorifugeages,
- Thermostats...

Assainissement :

- Ensemble des réseaux d'évacuation intérieurs jusqu'aux regards de pied de bâtiment
- Equipements sanitaires (WC y compris plomberie de chasse, urinoirs, siphons...)

Le titulaire assura sous sa responsabilité les prestations suivantes :

- La surveillance des installations (notamment la température et les analyses d'eaux), les rondes, la conduite, les mises en marche et arrêts, les purges, l'optimisation du fonctionnement, les essais et les contrôles de sécurité et de performance.
- La maintenance préventive systématique et programmable, les essais, réglages et manœuvres de vérification courante et réglementaires de bon fonctionnement.
- La maintenance préventive conditionnelle et corrective, l'astreinte de dépannage pour urgence et toutes mesures conservatoires (compris fuites diverses), la réparation.
- La gestion de la maintenance
- La tenue des documents réglementaires et contractuels y compris le carnet sanitaire (1 par installation, c'est-à-dire pour chaque production d'eau chaude sanitaire (ECS) et les distributions d'eau froide sanitaire (EFS) et ECS associées).
- L'établissement des rapports et comptes rendus.
- La coordination, le suivi, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents, des sous-traitants et la gestion des personnels concernés.

IV.3. Maintenance préventive- opération d'exploitation

La surveillance des installations

Température de l'eau chaude sanitaire

Le titulaire s'engage à maintenir la température en sortie de production a minima à 60°C. De plus, il réalisera autant que nécessaire des mesures de température selon le type d'établissement conformément à l'arrêté du 1er février 2010. Par ailleurs, les mesures de température sur chaque boucle ECS équipée de sondes de mesure du site concerné, seront effectuées et archivées pour vérifier le bon fonctionnement de la boucle thermo hydraulique de l'installation. Des mesures de température seront réalisées une fois par an.

Dans le cas où les opérations effectuées ne permettraient pas d'obtenir des températures supérieures à 50°C sur l'ensemble des boucles ECS. Le titulaire doit proposer une remise en confirm de l'installation.

Cette prestation est incluse dans le Prix forfaitaire annuel de ce contrat.

Contrôles règlementaires - Légionellose

Assistance à l'organisme agréé et la fourniture de l'ensemble des pièces nécessaire à la réalisation du contrôle réglementaire annuel pour les installations.

L'équipe intervenante sera composée obligatoirement de techniciens spécialisés et habilités en fonction du type d'intervention. Ce personnel devra se présenter au responsable du contrat de maintenance avant toute intervention sur les installations pour prendre connaissance des dernières directives.

Le titulaire devra effectuer toutes les opérations nécessaires (maintenances, contrôles) pour tenir en conformité et en parfait état les équipements objets du présent marché.

En cas de contrôle positif, à la demande de l'antenne de la DID, le titulaire aura **48h maximum** à partir de la demande, pour effectuer à ses frais la désinfection du ballon eau chaude sanitaire et du réseau.

Selon le taux de légionellose découvert dans l'eau, la société doit réaliser le traitement adapté. (un choc thermique, un choc chimique,...).

Conduite et surveillance

La conduite des installations a pour but d'assurer la mise service et la surveillance des équipements en fonctionnement.

A ce titre, l'entreprise devra effectuer les prestations définies dans **la gamme de maintenance annexe 2**, et celles non explicitement décrites qu'elle jugera utiles pour assurer le bon fonctionnement des installations à entretenir.

Les opérations de maintenance consisteront à fiabiliser :

- Le bon fonctionnement des équipements électriques (automate, horloge, moteurs, accouplements, disjoncteurs, relais, etc...)
- Le bon fonctionnement des équipements hydrauliques (pompes, vannes, manomètre, clapet, filtre, presse-étoupes, etc...)
- Le maintien des installations par un entretien plus général (lubrifications, vidange, nettoyage des installations et du local, mise en peinture des réseaux)

L'entreprise interviendra selon la périodicité indiquée dans la gamme de maintenance, et plus souvent si elle le juge utile.

Le titulaire s'engage à suivre les dispositions des gammes de maintenance et à effectuer toutes les opérations de vérification nécessaires au bon fonctionnement de ces appareils.

Tous les petits travaux nécessaires à la maintenance des installations, qui comprendront les resserrages, dégrippages, graissages, lubrifications, etc. seront à l'initiative du titulaire et compris dans le Prix forfaitaire annuel du marché.

Le titulaire est tenu responsable de tout incident technique survenant lors d'une opération de maintenance préventive. Dans ce cas, il devra remettre en état de fonctionnement et à sa charge toutes dégradations occasionnées.

Prestations à réaliser au titre de la conduite et la surveillance

La conduite et la surveillance des installations regroupent à minima, les prestations suivantes :

- La prise en compte des demandes d'intervention,
- La réponse aux demandes de la DID,
- La mise en service, l'arrêt, des équipements devant être en/hors fonctionnement,
- Le suivi des indicateurs de conduite,
- Les manipulations périodiques de vannes nécessaires à la garantie de bon fonctionnement,
- Les purges, les vidanges et les appoints des réseaux,
- La prise en charge des opérations de première urgence,
- Les consignations d'installations pour les interventions de maintenance,
- Les campagnes de mesures, de relevés et d'analyses des ECS,
- Le contrôle du bon fonctionnement des équipements critiques,
- La vérification qu'aucun matériau ou installation dont le prestataire à la charge, ne puisse causer un danger pour un tiers.

A l'occasion de ses interventions, le prestataire est tenu de signaler immédiatement, par écrit (mail, courrier, ...), au responsable de la DID :

- Toute anomalie constatée relevant de la sécurité,
- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur,
- Toute avarie grave, ou incident entraînant l'indisponibilité des installations.

Prestations à réaliser au titre de l'entretien

Le titulaire du marché devra :

- Vérifier les points d'enclenchements et de déclenchement des thermostats, pressostats, etc.

- Vérifier l'étanchéité des circuits d'ECS
 - La recherche de présence anormale d'eau dans les caniveaux accessibles.
 - Le contrôle du dégazage permanent des installations, du bon fonctionnement des purgeurs automatiques.
- Vérifier l'étanchéité globale entre réseaux EFS et ECS
- L'équilibrage des circuits d'ECS
- L'entretien et le nettoyage des locaux,
- L'entretien de l'ensemble des installations électriques (armoire de commande...),
- La protection des installations contre les effets atmosphériques,
- La tenue contradictoirement avec le site d'un carnet sanitaire mentionnant l'ensemble des prestations et analyses effectuées.
- Le suivi de la légionellose

Prestations à réaliser au titre de la conduite des installations

Le titulaire du marché devra :

- La mise en œuvre et le service de tous les appareils constitutifs des installations de circulation et de traitement d'eau permettant d'assurer un service continu de l'alimentation en eau, 24 heures/24, 365 jours par an.
- La main d'œuvre, de l'outillage et des ingrédients nécessaires à cette mise en œuvre.
- Le traitement de l'eau potable suivant les normes en vigueur.

IV.4. Maintenance corrective : dépannage

Compris dans le Prix forfaitaire annuel, le titulaire devra assurer jusqu'à dix (20) interventions de dépannage pendant les heures ouvrées par an.

Au-delà des vingt (20) interventions incluses, les dépannages supplémentaires feront l'objet d'une facturation complémentaire selon le bordereau de prix unitaire (BPU) du marché.

Ces interventions visent à garantir la mise en sécurité de l'installation et à rétablir un fonctionnement minimal du système, **sans remplacement de pièces.**

La présente clause inclut :

- Le coût de la main-d'œuvre dans la limite de 7h,
- Le déplacement sur site,
- La mise en sécurité de l'équipement ou du local technique ;
- Le diagnostic de la panne,
- la recherche de chutes de pression,
- la recherche d'anomalies de fonctionnement,
- le rapport d'intervention,
- Le choc thermique,
- Les petites réparations sans remplacement de pièce (nettoyage de filtres, manipulation, graissage, curage, serrage de tuyauterie, remplacement de joint, réglage de vannes, ...)
- Les petites fournitures ou produits nécessaires à la remise en état mineure (huile, dégrissant, chiffons, joint,...)

liste non exhaustive

Ne sont pas comprises dans la présente prestation :

- Les réparations nécessitant le remplacement de pièces défectueuses identifiées lors de la maintenance préventive,
- Les interventions nécessitant des travaux de modification structurelle ou des réparations lourdes,
- Le traitement chimique pour éliminer la légionellose,

Pour toute réparation nécessitant le remplacement d'une pièce ou de l'équipement, le titulaire devra fournir un devis au personnel de l'antenne selon la notion de réactivité défini dans le « **DG- XVII.1. fourniture devis** ».

Ce devis sera détaillé et comprendra à minima :

la référence de la panne ;
le coût de la pièce ;
le coût de la main d'œuvre ;
le déplacement ;
les moyens de levage ou d'accès (si nécessaire) .

Une commande spécifique sera faite par le responsable de l'antenne de la DID pour l'achat de la prestation. Les travaux feront l'objet d'un rapport écrit et l'inscription sur le registre d'exploitation.

Tout dépassement de délai sera soumis à pénalités.

IV.5. Prix forfaitaire annuel de maintenance

Les prix par installation comprennent l'ensemble des interventions de maintenance pour une année :

- les frais à la charge du titulaire,
- Les frais de déplacements et de transport de son personnel sur les lieux d'intervention,
- Les frais de main d'œuvre de toutes les interventions,
- Les frais des moyens de levage ou d'accès (type : nacelle), pour effectuer la maintenance,
- Remplacement des batteries selon constructeur,
- Remplacement des piles,
- La maintenance préventive annuelle défini dans la gamme de maintenance,
- Les dépannages à hauteur de 20 passages,
- La production de tous les rapports semestriels et annuels en formats papier et dématérialisé, l'état des lieux actualisé et le récapitulatif annuel des coûts de maintenance préventive et corrective ;
- La mise en place d'étiquette mentionnant le nom de l'entreprise, la date du dernier contrôle sur les équipements ;
- L'astreinte,

Ces prix sont réputés établis après visite sur site de toutes les installations concernées par le présent contrat.

IV.6. Compte rendu à la DID

Suivi de l'état d'avancement du planning de la maintenance préventive

Le service fait de la maintenance préventive réalisée se fera annuellement à l'issue des rapports de

maintenance de la section technique concernée.

Compte rendu minimum d'intervention

Après chaque intervention, le titulaire doit :

- Le renseignement du registre sur site à l'issu (dans le cas ce registre serait inexistant, la société aura l'obligation de le fournir).
- La transmission de la fiche d'intervention

Consignées les informations suivantes :

- Le nom de la personne représentante du service pour le site concerné (le cas échéant),
- Le nom de l'intervenant,
- La date et l'heure du début et de la fin d'intervention,
- Les anomalies constatées, les causes identifiées et les travaux effectués,
- La liste des pièces remplacées (marques, références, prix unitaires),
- Le détail des corrections techniques apportées,
- La situation finale de l'équipement.

La fiche d'intervention sera transmise à la DID dans un délai de **48H œuvrés**.